

Micro tendu du Président de la République lors de la retraite informelle du Conseil européen

Emmanuel MACRON

On a eu une très bonne retraite stratégique qui a permis d'évoquer tous les sujets qui étaient sur la table liés à la croissance européenne et la compétitivité, avec les contributions à la fois de Mario Draghi et d'Enrico Letta, ce matin et cet après-midi, qui nous ont permis d'avancer, de réfléchir. Et au fond, c'est la même démarche que celle qu'on avait faite l'année dernière sur la défense. Et donc, cette retraite stratégique, elle nous permet de préparer un Conseil qui, j'espère, permettra d'être aussi efficace.

J'ai beaucoup défendu l'apport du Conseil de mars de l'année dernière, en matière de défense. Et au fond, on voit bien ce qu'on a à faire. On a maintenant la simplification à mettre en œuvre, parce qu'il y a un accord de tous sur ce sujet, sur cet agenda. Donc, c'est vraiment de l'exécution. Et on voit bien que la difficulté, après, c'est quand on rentre dans les formats techniques où c'est quand les choses créent des divisions entre les partis politiques. Donc, il faut un engagement des chefs d'État et de gouvernement derrière cet agenda de simplification.

Nous avons aussi adhéré à cet agenda du marché unique approfondi qui a été présenté par Enrico Letta, qui consiste, au fond, sur le marché des télécoms, sur le marché des capitaux et donc du financement de notre économie et sur l'électricité, à bâtir véritablement un marché commun, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Et là-dessus, il y a aussi un engagement. Il y a aussi deux objets très clairs sur lesquels il y a un consensus et sur lesquels la Commission est en train d'avancer. Le premier, c'est des nouvelles lignes directrices sur les fusions qui permettent de faire émerger plus facilement des grands champions européens dans cette compétition internationale. Et le deuxième, c'est ce 28e régime qui permet de simplifier les choses en permettant à toute entreprise du continent d'opter pour un régime qui est valable partout.

Et donc, là, sur à la fois la simplification, l'approfondissement du marché unique, c'est vraiment, dans les prochaines semaines, tout ce travail de mise en œuvre, avec une feuille de route sur laquelle on va s'engager au Conseil de mars, il y a une vraie convergence. Ensuite, on a acté aussi un agenda de dérisking, c'est-à-dire de réduction de nos dépendances, sur des segments que nous défendons, vous le savez, la défense, le spatial, les minerais critiques, l'intelligence artificielle. Là où l'Europe a des dépendances, elle doit acter d'avoir des préférences européennes, d'investir davantage, de multiplier des partenariats pour réduire les dépendances exclusives qu'elle a aujourd'hui.

Le troisième sujet dont on a beaucoup discuté ce matin et durant le déjeuner de travail, c'est celui de la protection, qui est moins natif pour l'Europe, mais on a commencé à le faire sur les véhicules électriques, sur l'acier. Et donc sur la protection, on a acté que pour le sommet de mars, nous définirons les secteurs sur lesquels on va mettre en place cette préférence européenne, ce contenu européen. Puis on a acté aussi qu'on allait accélérer sur les procédures justement de vérification de la concurrence déloyale, ce qui est très attendu par nos entreprises.

Et puis le dernier point, c'est sur le besoin d'investissement, et là on l'a tous acté, qu'il y a un besoin d'investissement pour être plus innovant. Et donc à la fois, il faut mettre en place cette union des marchés de capitaux, il faut avoir un programme de titrisation beaucoup plus rapide au niveau européen, et il faut pouvoir aussi définir ensemble des financements communs. Donc là, il y a encore beaucoup de travail sur tous ces sujets, mais je crois que sur cet ensemble, on a vu que c'est un agenda complet au fond qu'il faut avoir.

Et moi, je retiens deux choses. Un, on partage le même sentiment d'urgence. Il faut y aller tout de suite et accélérer. Pourquoi ? Parce qu'on est bousculé par la compétition internationale, parfois par la concurrence déloyale qui vient du Grand Est, par les tarifs et par, au fond, la nécessité aujourd'hui d'agir. Et ensuite, on voit bien que c'est un plan complet qu'il nous faut mettre en œuvre. Voilà.

Journaliste

Monsieur le Président, sur l'emprunt commun, est-ce qu'un consensus peut se dégager où les divergences sont assumées et actées notamment ?

Emmanuel MACRON

Non, mais il faut, sur ce sujet, je l'ai mis sur la table, ce qui est le plus important, c'est de se dire, on a besoin de financement et d'innovation. Ça manquait un peu à la copie. Je l'ai rappelé, c'était déjà dans la copie de Mario Draghi.

Deuxième chose, j'ai dit, il faut du financement privé, les titrisations, les marchés de capitaux, etc. Mais il faut aussi du financement public. Regardez, les Américains et les Chinois le font à des grandes quantités, ce qui est confirmé dans le rapport Draghi, ce qu'il nous a confirmé. Et donc, là-dessus, il faut qu'on travaille. Mais on va y arriver. Moi, je suis optimiste. Pourquoi ? L'année dernière, on a pris plusieurs décisions d'emprunt commun sur des priorités. Quand on a fait le programme SAFE pour la défense ou quand on a décidé en décembre d'aider l'Ukraine, on a décidé ensemble d'emprunter sur les marchés.

Il faut simplement bien définir les objets. Il ne faut pas que ça vienne se confondre avec le reste du budget ou avec les dettes passées. Il faut que ce soit défini sur des besoins de financement public qu'on a en commun.

Journaliste

Monsieur le Président, comment est-il possible qu'un diplomate français ait été cité dans les dossiers Epstein, qu'évidemment, il y a eu des révélations, des signalements depuis plus de dix ans et qu'il soit resté en poste ? Est-ce que c'est un problème pour l'image de la France ?

Emmanuel MACRON

C'est un problème tout court pour le bon fonctionnement. Donc le ministre a eu raison de prendre les dispositions qu'il a prises et je lui ai demandé qu'il fasse toute la clarification pour savoir comment, compte tenu de ce qui apparemment a été su, des dispositions n'ont pas été prises plus tôt.

Mais moi, je réagis comme vous, j'ai découvert comme vous cette affaire. Je pense que la réaction qui a été prise a été la bonne là, mais s'il est vrai que l'administration avait des informations il y a plusieurs années, des choses auraient dû être faites. Et donc là-dessus, j'ai demandé au ministre qu'il puisse lancer une inspection et qu'on puisse faire la clarté sur tout cela.

Journaliste

C'était dans un livre public.

Emmanuel MACRON

Oui, mais après, chaque administration prend ses dispositions. Et heureusement, d'ailleurs, vous ne m'avez pas posé la question le premier jour de mon élection non plus, ce n'était pas le sommet de votre tête, et moi non plus. Donc je ne peux simplement vous dire que la même chose que vous, c'est inacceptable et il faut comprendre pourquoi ça n'a pas été fait plus tôt.

We need more innovation for the our of Europe. We need simplification. We need protection and european preference. We need diversification and derisking, and we need innovation. And this innovation requires more financing. Matter of fact. You may like it or not, but it is a matter of fact. So we will have to work on how to make more investments for innovation. Capital markets union seems to create convergence. But what we have decided today between now and June, we will have to finalize the agenda. If in June we don't have concrete projects, prospects, and concrete progress, we will decide with enhanced cooperation. Second, securitization. But on top of that, we need more public spending. Either it will come from the budget, but it will come as well from innovative financing, I would say, meaning going to the market.

As we did during the past few months, because there is no taboo on this topic. I want to be clear with you. We decided a sort of Eurobond for Ukraine in December. €90 billion. It is Eurobond. On SAFE, it's the type of Eurobond. We have decided to go to the market with common issuance to finance our priorities. So, we have to I would let's be cool on that. We know perfectly this choreography on Eurobonds. All the other jumped on the idea. What is clear is that we need more innovation. We need more investment for innovation. So, we have to finance it. And part of that will be financed by public money. So it's part of the technicalities. My objective is to deliver the holistic agenda on growth and competitiveness super rapidly. Simplification, protection, diversification, investment on innovation. Whatever the technicalities could be, I want to deliver super fast.

Journaliste

Est-ce que vous allez reformer le marché carbone en Europe

Emmanuel MACRON

Oui, alors, dans les sujets qu'on a évoqués très longuement, il y a évidemment la question de l'énergie. Je pense que nous avons besoin de garder un marché du carbone. Le système d'ETS est un système qui, dans sa structure, est pertinent. Et moi, je défends notre *Green Deal* et notre agenda climatique. Il faut le rendre compatible avec la compétitivité, mais ce serait une erreur stratégique de dire que la compétitivité suppose d'abandonner le climat. Ce serait totalement faux. Je vais vous dire, sur beaucoup de secteurs, c'est parce qu'on a été trop lents. On parle de la Chine. Elle fait de la concurrence déloyale sur certains secteurs, mais elle est très bonne sur les *cleantech* parce qu'elle a pris le virage plus tôt que nous et qu'elle a mis plus d'argent. Et d'ailleurs, elle a mis plus d'argent privé et public. Et donc, nous, il ne faut absolument pas enlever les incitations, les signaux de marché qu'on a mis avec l'ETS, mais il est clair qu'aujourd'hui, ça ne fonctionne pas bien pour certains pays, parce qu'on a la question du coût marginal dans certains pays qui dépendent encore du fossile, parce qu'on a de la spéculation qui est faite sur les mises aux enchères d'ETS. Et donc, l'ETS qui devrait être autour de 30-40, il est aujourd'hui à plus de 80. Et donc, ça pèse beaucoup sur certaines économies. Et donc, là aussi, la Commission reviendra en mars avec des solutions concrètes pour baisser cette charge. Il y a plusieurs solutions techniques, mais on doit garder la cohérence de notre marché du carbone et la cohérence d'une Europe qui est compétitive et qui décarbone. Voilà.

Journaliste

Monsieur le Président, l'opposition vous accuse de vouloir verrouiller les institutions avant votre débat.

Emmanuel MACRON

C'est une question importante mais qui n'a rien à voir avec aujourd'hui.

Journaliste

Etes vous content de cette retraite ?

Emmanuel MACRON

Je suis content des avancées qu'on a eues sur cet agenda. Je pense que c'est un agenda qui est très important. C'est, pour moi, au sommet de notre agenda. On a 2 choses à faire, qui sont les promesses de l'Europe. On a 3 choses exactement, pour moi. C'est ça, l'agenda de notre Europe en 26. La paix. Comment on continue de soutenir l'Ukraine ? D'avoir une paix juste et durable, mais de ne rien lâcher. Aucune défaite. La paix en Europe, une paix juste et durable, c'est-à-dire une Ukraine qui est en paix, qui ne peut pas subir de nouveaux assauts. C'est donc finir le travail de la coalition des volontaires, et c'est une Europe qui soutient.

Deuxième chose, c'est la prospérité. C'est ce dont on a discuté aujourd'hui. On doit réagir, parce que là, on est en train de désindustrialiser en Europe, parce qu'on n'est pas suffisamment rapides dans notre réponse à la concurrence déloyale, à ce qui se passe en Chine aux tarifs américains. Réveil européen sur la prospérité et le commerce. Et la troisième chose, c'est la démocratie. Et donc, c'est ce qu'on fait sur la protection des jeunes dans les réseaux sociaux, c'est ce qu'on fait sur le bouclier démocratique, c'est que notre Europe doit protéger sa démocratie.

Journaliste

Your role is very important for Syria, what message do you have ?

Emmanuel MACRON

We worked very hard indeed, and we spoke several times with General Mazloum and with President Sharaa to try to find a common agreement. For me, it is very important. Now we have a ceasefire, and it has to be implemented. The ceasefire must preserve security in the region and in the country, obviously the territorial integrity and sovereignty of Syria. However, it must also respect and integrate the Kurdish component. The Syrian Democratic Forces must be progressively integrated into the army and the administration.

Thus, the roadmap between General Mazloum and President Al Sharaa must be implemented. We are extremely careful about what is happening there, and we support the agenda of sovereignty and territorial integrity of Syria. We decided from day one to do so. At the same time, we remain extremely committed to the Syrian Democratic Forces because we will always remember what they did during the hard times when terrorist groups were attacking France and Europe. They were the brave men and women fighting those terrorist groups.

Journaliste

M. le Président, sur l'Ukraine, vous disiez la semaine dernière que les préparatifs étaient en cours pour un appel avec Vladimir Poutine. Où en est-on une semaine après ? Est-ce que c'est une question de jour ?

Emmanuel MACRON

Non, ce n'est pas une question de jour. On prépare les choses. Il y a eu un déplacement de mon conseiller diplomatique. On aura demain un groupe de soutien à l'Ukraine avec tous les présents qui sont à Munich. Et je pense qu'il faut surtout maintenant travailler sur nous, ce qu'on veut demander. Et nous, qu'est-ce qu'on veut ? On veut les garanties de sécurité pour l'Ukraine, mais aussi on veut des choses pour les Européens. L'Ukraine défend son territoire, et donc elle négocie sur les questions territoriales. Les Européens, l'ensemble des membres de la coalition des volontaires apportent les garanties de sécurité. C'est ce qu'on a travaillé, décidé en janvier, qui était une étape importante. Mais nous, Européens, on a aussi des choses à discuter. C'est pour ça qu'on doit être autour de la table sur les questions de prospérité, sur l'avenir de notre Europe, de l'architecture de sécurité. Donc ça, maintenant, il faut le préparer en Européen pour pouvoir, au bon moment, être prêt dans la discussion avec les Russes. Merci beaucoup. Je dois filer.

Journaliste

Pour le G7, allez-vous inviter les Russes ou pas ?

Emmanuel MACRON

Non, je crois que sauf si la guerre était terminée. Mais je n'ai pas le sentiment que c'est ce qui va se passer. Donc ça n'est pas à l'ordre du jour. Merci, messieurs-dames. Bonne soirée à vous. Bon courage.